

Pacte énergétique belge : impatience à tous les étages

Michel HUART, Jean CECH, 14 Décembre 2016



Plus les mois passent, plus les acteurs de terrain sont exaspérés par l'incapacité des décideurs politiques à s'entendre sur une vision énergétique commune pour la Belgique. Ils l'ont répété dans toutes les langues au Sénat fin novembre dernier.

Un ton poli, mais ferme. Dans les locaux du Sénat, à l'invitation des fédérations EDORA et ODE, les représentants de la société civile, les entreprises et les élus politiques ont parlé d'une seule voix le 29 novembre dernier. Chacun à leur manière, ils ont exprimé à quel point il leur paraissait urgent que les gouvernements fédéral et régionaux définissent enfin une vision énergétique concertée, commune et cohérente, à l'ensemble du pays. Et qu'ils y adjoignent une feuille de route balisant concrètement et de manière articulée la transition énergétique qu'elle sous-tend.

On se souvient que Marie-Chritine Marghem (MR), ministre fédérale de l'Energie, s'était engagée à proposer pour fin 2015 un pacte énergétique engageant les trois régions et l'Etat fédéral sur ce terrain (lire notre article Appel des entreprises belges pour une vision énergétique intégrée). Ce Pacte serait toujours à l'état d'élaboration, dit-on. Mais déjà, nombre d'intervenants ont exprimé leur crainte de voir le périmètre de ce travail limité aux seuls deux dossiers les plus urgents : la sécurité d'approvisionnement en électricité (risque de « black out » oblige) et la sortie programmée du nucléaire. Un point de vue délibérément réducteur qui permettrait aux décideurs politiques de faire l'impasse sur quelques thèmes périphériques (lire plus loin) qui, à l'évidence, les dépassent : fiscalité environnementale, marché du carbone, gestion active de la demande et flexibilité, architecture des marchés et des réseaux électriques, Europe de l'énergie, etc.

Les Régions et Communautés se parlent au Sénat

Comme l'a souligné la présidente de l'Assemblée, Christine Defraigne (MR), le choix du Sénat comme cadre à ce colloque n'était pas innocent : « Comme vous le savez, notre Haute Assemblée est devenue, depuis la Sixième Réforme de l'Etat, l'unique lieu de rencontre parlementaire des différentes Régions et Communautés de notre pays. Par la rédaction de rapports sur les matières transversales qui relèvent de plusieurs entités fédérées, le Sénat devient, petit à petit, une source précieuse d'un type d'information qu'on ne trouve nulle part ailleurs ».

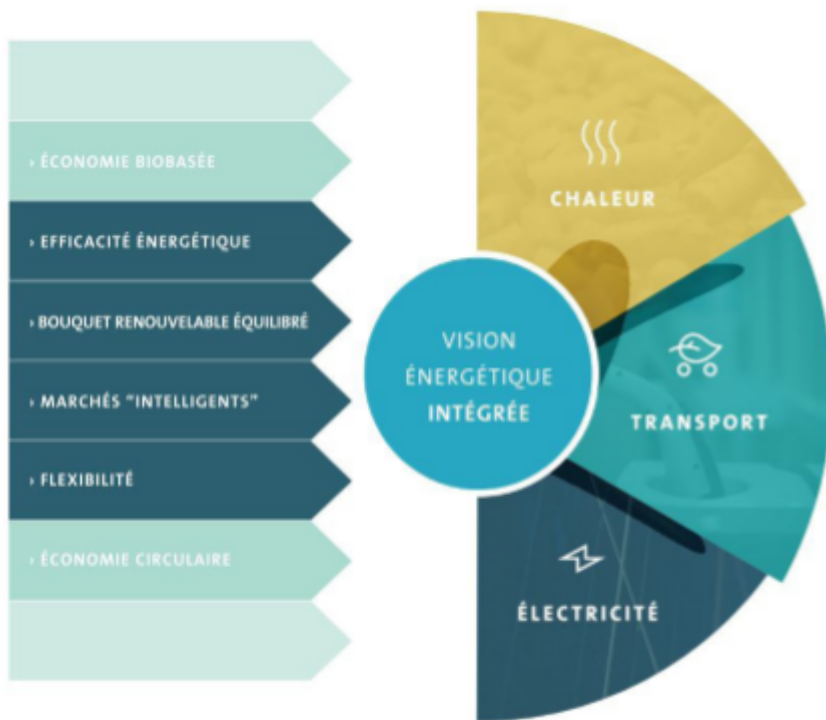
Le contexte évoqué en colloque pour situer l'urgence était largement connu de tous : les engagements européens en matière d'énergie et de climat, l'Accord de Paris réprécisé récemment à Marrakech, les complexités institutionnelles de notre pays, les agendas politiques,... Néanmoins, le côté solennel des prises de parole se voulait impressionnant.

Face à l'inertie politique, le secteur avance par lui-même

Pour les habitués de cette saga politico-énergétique entamée à la fin des années nonante, le plus frappant tenait sans doute plus au travail de réflexion sous-jacent des professionnels de terrain. Ceux-ci ont acquis, au cours des longues années d'attente d'une réelle orientation politique, une finesse d'analyse sur les différentes politiques conduisant à une transition énergétique « tournée vers la maximalisation du bien-être social ». Avec en point de mire un « triple optimum » : énergétique, socio-économique et environnemental.



On notera à cet égard que EDORA et ODE proposent d'agir en priorité sur l'efficacité énergétique et l'intégration de trois secteurs énergétiques indissociables : chaleur-refroidissement, électricité et mobilité. Avec quelques axes stratégiques prioritaires : fiscalité environnementale (un « tax shift vertueux »), flexibilité et gestion active de la demande, « mise à prix » du carbone, nouveau modèle électrique, ...



De quoi se dire que finalement, une fois encore, les avancées les plus décisives en termes de transition énergétique, tiendront sans doute plus à des choix et des décisions prises aux niveaux sectoriels et local (bottom-up) qu'à des « Pactes » ou, autres « Feuilles de route » attendus des sommets de l'Etat. En contre-point complet, le Parlement flamand vient d'adopter une résolution Energie-Climat très volontaire (lire notre article [La Flandre adopte un Plan Climat ambitieux](#)).

Source URL: <http://www.renouvelle.be/fr/actualite-belgique/pacte-energetique-belge-impatience-a-tous-les-etages>